

Un nouveau président

Christan Wulff succède à Horst Köhler

François Talcy*

» L'Allemagne a un nouveau président. Le chrétien-démocrate Christian Wulff, jusqu'ici ministre-président de Basse-Saxe, succède à Horst Köhler. Ce dernier avait annoncé le 31 mai, contre attente, sa démission avec effet immédiat. Une première dans l'histoire des neuf présidents de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949.

Certes, il y a eu Heinrich Lübke qui a annoncé en 1969, trois mois avant la fin de son deuxième mandat, qu'il cessait ses fonctions. Ses nombreuses gaffes sont aujourd'hui encore légendaires. Même si le chef de l'Etat avait été en son temps largement critiqué à la suite de révélations sur son passé pendant le Troisième Reich, il est fait en réalité peu de cas de sa démission, compte tenu de l'état mental du président atteint de sclérose cérébrale.

Le cas de Horst Köhler est différent : il n'est pas malade, du moins aucun bulletin de santé en ce sens n'a été publié. Ses discours n'ont jamais véritablement froissé les susceptibilités de ses interlocuteurs ou de ses concitoyens ; ses faiblesses d'orateur étaient relativisées par une fonction hautement honorifique à la tête de l'Etat ; et si l'on a ici et là critiqué le fait qu'il n'ait pas pris ouvertement position pendant la crise financière, alors qu'il avait exercé auparavant les fonctions de directeur général du Fonds Monétaire International, beaucoup appréciaient sa discrétion. Néanmoins, le silence de ces derniers mois, alors qu'il venait de fêter le premier anniversaire de sa réélection pendant un voyage de routine auprès des soldats de la *Bundeswehr* stationnés en Afghanistan, commençait à inquiéter. De même, les démissions en chaîne dans son entourage semblaient indiquer un malaise dans la gestion des affaires. Les éditorialistes attendaient un message présidentiel pour calmer les esprits au sein d'une coalition gouver-

nementale agitée, mais aussi pour remettre un peu d'ordre, du moins moralement, dans le chaos financier en Grèce et dans la zone euro, et surtout pour clarifier certaines positions politiques du rôle de l'Allemagne – en Afghanistan par exemple.

La visite n'a pas fait les gros titres, et même l'interview accordée le 21 mai au *Deutschlandradio*, pendant le vol de retour dans un avion bruyant, n'a pas suscité de grands commentaires après sa diffusion le lendemain. Il aura fallu qu'un jeune blogger de 20 ans, étudiant en sciences politiques, s'adresse à plusieurs journaux pour que le débat soit lancé vers le 27 mai sur le sens de la présence allemande en Afghanistan. La phrase incriminée a vite fait les gros titres : « *Nous sommes en train de comprendre qu'un pays aussi important que le nôtre, qui mise sur le commerce extérieur et qui dépend par conséquent de ses exportations, doit défendre militairement ses intérêts, la liberté de commerce et d'échanges* », avait déclaré Horst Köhler, avant d'ajouter qu'un pays comme l'Allemagne « *doit lutter contre l'instabilité de régions entières parce qu'elle a des effets négatifs sur nos échanges commerciaux, notre emploi, nos revenus* ». Commentaire sévère de l'hebdomadaire *Der Spiegel* le 31 mai : « *Horst Lübke* » – manière comme une autre de classer la phrase présidentielle dans la catégorie des bourdes de la République. Quelques heures plus tard, Horst Köhler convoquait la presse pour annoncer sa démission immédiate. Pour lui, les critiques entendues les jours précédents témoigne-

*François Talcy est journaliste indépendant.

raient « *d'un manque de respect de la fonction présidentielle* ». Depuis, les observateurs politiques s'interrogent sur les véritables raisons de ce départ précipité. Certes, la petite phrase avait été maladroite, mais personne – ni en Allemagne, ni à l'étranger – n'avait vraiment réagi. Peut-être que Horst Köhler a été touché par la disparition, quelques semaines plus tôt, de son ami Gert Haller, qui exerçait les fonctions de secrétaire d'Etat à la présidence. Peut-être que les articles de plus en plus nombreux sur les fréquentes colères du chef de l'Etat et le désespoir de ses collaborateurs ont froissé sa susceptibilité outre mesure. Peut-être que sa passion pour l'Afrique n'a pas été perçue à sa juste mesure par un gouvernement (et une opposition) davantage tourné vers la crise de la mondialisation. Peut-être.

Si Horst Köhler a espéré un instant convaincre l'opinion publique et publiée que ce « *manque de respect* » était intolérable, il apparaît aujourd'hui que l'ancien président est bien isolé, car nombreux sont les éditorialistes à estimer que c'est en fait la démission surprise du président qui traduit un manque de respect pour la fonction. D'ailleurs, le président du *Bundestag*, Norbert Lammert, n'a pas manqué de décocher quelques flèches en ce sens, lorsque le 30 juin il a ouvert la session de l'Assemblée invitée à élire le successeur de Horst Köhler. « *Personne n'est à l'abri des critiques* », a-t-il déclaré, « *pas même le chef de l'Etat.* »



évidence, un candidat unique des partis de la coalition gouvernementale (CDU-CSU, FDP) pouvait remporter le scrutin, car ces trois formations disposaient à cette date d'une confortable majorité de 644 voix, alors que la majorité absolue, requise pour le premier tour et le second tour éventuel était de 623 voix. Le vote néanmoins est à bulletin secret, chaque délégué donne sa voix en son âme et conscience, ce qui complique les prévisions.

Après avoir laissé la presse commenter pendant deux jours la supposée candidature de Ursula von der Leyen, ministre du Travail, c'est finalement le ministre-président de Basse-Saxe, Christian Wulff, qui est présenté. Les sociaux-démocrates et les Verts attendent le lendemain pour présenter à leur tour un candidat : Joachim Gauck, un pasteur protestant issu de l'Allemagne de l'Est, qui a été au lendemain de l'unification de l'Allemagne Commissaire aux Archives fédérales de la police secrète est-allemande, la *Stasi*, de 1991 à 2000. Une carte habilement choisie, car la chancelière Angela Merkel avait prononcé en janvier un vibrant hommage au pasteur pour ses 70 ans, saluant en lui « *une personnalité passionnante* », qui n'a cessé de se battre pour la liberté, pour la démocratie et contre l'oubli. An-

cien porte-parole des mouvements citoyens au moment de la chute du Mur de Berlin en 1989, Joachim Gauck a su gérer cet héritage de la RDA en rendant publiques les millions de fiches rédigées jadis par les espions de la *Stasi*. Un bon candidat donc. Du coup, quelques députés libéraux, soucieux de montrer aux chrétiens-démocrates de la CDU qu'ils ne peuvent gouverner sans tenir compte des options libérales, choisissent de traduire leur mécontentement en annonçant officiellement, avant le vote, leur intention de voter pour le candidat Gauck contre le candidat Wulff. Le mouvement de soutien est plus large encore : de l'hebdomadaire *Der Spiegel* au quotidien *Bild*, la presse accueille avec enthousiasme cette candidature.

Mathématiquement, ces quelques voix libérales défaillantes ne pouvaient menacer la majorité absolue sur laquelle Christian Wulff comptait pour se faire élire. Surtout que *Die Linke* annonce pour sa part qu'en aucun cas elle ne saurait voter pour Joachim Gauck. En choisissant l'ancienne rédactrice en chef de la radio régionale de Hesse, Luc(rezia) Jochimsen, connue pour ses engagements en faveur du féminisme et du pacifisme, *Die Linke* assure alors paradoxalement l'élection, du moins à la majorité relative du troisième tour, du candidat des chrétiens-démocrates et des libéraux. Du moins théoriquement.

La journée du 30 juin aura contribué à relativiser la théorie. Car loin de recueillir toutes les voix de son camp (644 a priori), Christian Wulff est resté en-deçà de la majorité absolue avec un score de seulement 600 voix. De toute évidence, quelques « amis » politiques ont exprimé leur mécontentement par ce vote, soit en s'abstenant, soit en votant pour Joachim Gauck, reconnu par les conservateurs et les libéraux comme un bon candidat. Parmi les mécontents, il y a ceux qui critiquent la gestion de la chancelière Angela Merkel à Berlin, qui a provoqué la défaite de son parti aux dernières élections régionales (par exemple en Rhénanie du Nord-Westphalie), mais il y a ceux aussi qui auraient préféré avoir à la tête de l'Etat un président-citoyen, issu de la société civile et non désigné par l'arithmétique politique.

Portrait

Christian Wulff est né le 19 juin 1959 à Osnabrück, où il sera conseiller municipal pendant 15 ans. Il est élu président de la CDU de Basse-Saxe en 1994. Il échoue dans ses deux tentatives de succéder au ministre-président Gerhard Schröder (1994 et 1998), mais remporte les élections en 2003 à la tête d'une coalition. Il est réélu en 2008. Il était depuis 1998 vice-président de la CDU au niveau fédéral.

Le second tour confirme le premier. Certes, Christian Wulff arrive de nouveau en tête, mais les 615 voix obtenues ne suffisent toujours pas. La candidate de *Die Linke* retire alors sa candidature

pour le troisième tour, où la majorité simple est requise, et demande aux délégués de la nouvelle gauche de s'abstenir pour montrer leur opposition à « deux candidats conservateurs ». Le jeu est alors fait – Christian Wulff est pratiquement assuré de son élection, sauf surprise de dernière minute. La seule surprise intervient à l'annonce des résultats : le candidat de la coalition gouvernementale obtient finalement cette majorité absolue (625 voix) qu'il avait escomptée pour le premier tour. 19 délégués de son camp lui ont néanmoins refusé leur soutien.

Même si dans son tout premier discours Christian Wulff souligne le côté démocratique de cette élection, qui aura permis à chacun de s'exprimer en fonction de ses convictions et de ses humeurs tout en donnant finalement au nouveau chef de l'Etat une majorité absolue, le malaise est profond dans les milieux politiques. Par ce vote, c'est la chancelière et son gouvernement de coalition qui étaient directement visés. Les malentendus et différends des derniers mois entre CDU, CSU et FDP exacerbent les députés de ces trois partis qui subissent dans leurs circonscriptions et dans leurs régions le contrecoup des difficultés internes au gouvernement fédéral de Berlin. Face à un agenda très chargé de rendez-vous électoraux en 2011, les responsables politiques ne voudraient pas faire les frais de la mauvaise gestion des affaires.

L'autre enseignement de ce vote, c'est le rôle futur de *Die Linke*. Si la nouvelle gauche, après le déstabilissement de Luc Jochimsen, s'était prononcée en faveur de Joachim Gauck, le candidat des sociaux-démocrates et des Verts n'aurait peut-être pas été élu pour autant, mais la nouvelle gauche aurait par ce geste envoyé un signal fort en faveur d'un rapprochement avec le SPD et d'un abandon progressif de sa nostalgie communiste. *Die Linke* n'a pas choisi cette stratégie. Elle a dès le début critiqué ouvertement les positions de Joachim Gauck sur divers sujets d'actualité (la *Bundeswehr* en Afghanistan par exemple) et du passé (unification du pays) et n'entendait pas remettre en question une idéologie qu'elle considère comme étant la seule de gauche. *Die Linke* veut poursuivre son rôle de trouble-fête qui lui permet d'être un joker dans la formation de coalitions. Un rôle qui sera déterminant en 2011. Le pays doit s'habituer à gérer un échiquier politique à cinq partis.